

Résumés

Socialisme et marché : Chine, Vietnam, Cuba

Éditorial

Socialisme et marché sont-ils compatibles ?

La question de la compatibilité entre socialisme et marché est à la fois théorique et pratique. C'est la raison pour laquelle il faut se rappeler comment se posa le problème en URSS où, avec la NEP (Nouvelle politique économique), Lénine réintroduisit d'importants éléments du marché. La logique du socialisme s'éroda face au désir de rattraper le capitalisme par le développement des forces productives. Les trois principaux pays socialistes actuels, Chine, Vietnam, Cuba sont passés en revue. La Chine commença les réformes dès la fin des années 1970, en débutant par les régions rurales et elle se trouve aujourd'hui dans un processus original d'ouverture au marché, où ce dernier conquiert progressivement l'espace économique, rendant la tâche de son contrôle de plus en plus difficile pour le pouvoir politique et remettant en question la réalité d'une «société socialiste de marché». Le Vietnam, après trente ans de guerre et de destructions et sans compensation aucune, a décidé ses réformes dans les années 1980. Les résultats économiques ont été surprenants, mais les effets sociaux commencent à devenir inquiétants. À Cuba, c'est dès 1986 que certaines réformes furent entamées, pour retrouver une ère présoviétique du socialisme cubain. La chute de l'URSS combinée à l'embargo américain provoqua une crise sans précédents, forçant à une ouverture contrôlée vers le marché international, mais sans toutes les «conditionalités» de la Banque mondiale et du FMI. La récupération difficile et progressive au cours des dix dernières années, sans remise en question des conquêtes sociales et culturelles, a étonné le monde entier. Si un jour l'embargo devait être levé, cela créerait une situation dont les effets économiques et culturels exigeraient une nouvelle définition politique du socialisme cubain et probablement de nouvelles concessions au marché. Dans les trois pays, le monde capitaliste pèse de tout son poids pour que les éléments d'alternatives socialistes soient écartés ou transformés en échec. La réflexion finale énumère quatre conditions de compatibilité entre socialisme et marché : privilégier la valeur d'usage sur la valeur d'échange ; limiter l'accumulation privée ; socialiser (ce qui ne signifie pas nécessairement étatiser) les principaux moyens de production et conserver un caractère non marchand aux secteurs de l'économie qui correspondent aux droits humains fondamentaux et à la culture.

Théorie et pratique du projet chinois de «socialisme de marché»

Samir Amin

Une analyse critique et pertinente des réformes de ces deux dernières décennies en Chine passe d'abord par un examen rigoureux de la période maoïste de la «planification centralisée». Celle-ci ne constituerait en aucune manière la forme achevée du socialisme, mais bien la première phase - incontournable mais aussi erratique - d'une longue transition. Si les réformes entreprises dès 1980 ont pu, sur base de ce préalable, favoriser une accélération de la croissance, elles créent également de nouvelles distorsions, d'importants gaspillages et de profondes inégalités. Le danger que le système

évolue progressivement, par le biais d'un pragmatisme sans principes, vers un capitalisme pur et destructeur n'est pas mince. L'option en faveur d'un marché dérégulé à l'extrême fait le jeu de la stratégie impérialiste. En revanche, celle d'un développement national et populaire, associant d'une manière à la fois complémentaire et conflictuelle des logiques capitalistes de marché et des logiques sociales et qui s'inscrit dans une perspective socialiste à long terme, pourrait être la chance de la Chine. Cette option passe peut-être aujourd'hui par ce que les autorités appellent le «socialisme de marché».

L'économie non gouvernementale et privée en Chine : justification historique et théorique des réformes

Zhu Huayou & Liu Chenghui

Tout au long de son histoire, l'économie chinoise a été traditionnellement dominée par le secteur gouvernemental. Cependant, en comparant avec le Japon et Taiwan, le choix d'une économie non gouvernementale et l'abandon de la planification d'Etat apparaissent comme inexorables pour le développement des forces productives. Au début de la Révolution, le Parti communiste chinois reconnut l'importance du secteur privé pour le développement du pays. Cependant, la politique de collectivisation prit rapidement le pas et paralysa le développement économique. À partir de la réforme de 1978, une double orientation d'économie non gouvernementale se développa. D'une part, des entreprises dont la propriété resta collective, mais dont l'ensemble des politiques de gestion, de production, d'engagement des travailleurs, des prix et du dégagement d'un profit, était autonome. D'autre part, un secteur privé qui se développa à la campagne, où l'on procéda à une décollectivisation, tout comme dans les secteurs industriel et tertiaire. La productivité économique du secteur non gouvernemental est beaucoup plus élevée que celle du secteur nationalisé. En effet, il tient mieux compte des lois de la valeur, du marché, de la compétitivité. Se constitua alors un nouveau groupe social, celui des entrepreneurs privés, qui, bien que n'ayant pas de représentation politique directe, commença à exercer une influence de plus en plus importante dans le champ politique. Le secteur non gouvernemental constitue donc le pivot du développement des forces productives de la Chine, aussi bien pour résoudre le problème de l'emploi que pour accroître les revenus.

La libéralisation financière et le développement économique de la Chine

R. N. Agarwal

Durant ces deux dernières décennies, la Chine a subi des changements fondamentaux. Sa nouvelle stratégie de développement et son programme de réformes économiques impliquent le passage d'une croissance mal équilibrée, dominée par l'industrie lourde, à une croissance plus harmonieuse, incluant l'agriculture et l'industrie légère, la substitution d'une croissance extensive par une croissance intensive, la fin des politiques visant l'autosuffisance et l'ouverture au monde extérieur. L'étude du rôle de la libéralisation financière au sein de ce processus met en évidence le fonctionnement du système financier chinois. L'économie de la Chine est face à trois problèmes-clés : le faible contrôle macroéconomique, la lenteur avec laquelle les entreprises d'Etat augmentent leur efficacité et la fragilité des banques. Ces trois problèmes sont liés entre eux et ne pourront être résolus sans une profonde réforme du secteur financier.

L'inégalité croissante des revenus en Chine et ses causes

Zhang Xiaohe

La caractéristique principale de la distribution du revenu total en Chine réside dans le fait que l'inégalité a augmenté tout au long du processus de réformes économiques de ces deux dernières décennies. En raison d'une stratégie de développement dual, les revenus ont été plus équitablement distribués dans les villes que dans les campagnes. L'écart entre secteurs rural et urbain ne cesse

d'ailleurs de croître et constitue la principale inégalité du pays. Contrairement à ce qui est communément admis, le développement d'activités non agricoles dans les campagnes ne joue qu'un rôle limité dans la réduction des disparités. En vue de remédier à cette situation, des stratégies alternatives pourraient être appliquées : abolition du système d'enregistrement des ménages, migrations des campagnes vers les villes, modifications des politiques agricoles, etc.

Où en est l'économie vietnamienne après dix ans de politique de rénovation ?

Lê Dang Doanh

Les dix années de *dôi mới* (politique de rénovation) qui ont commencé en 1986 marquent un tournant important dans l'histoire contemporaine du Vietnam. Le pays a pu, grâce à lui, surmonter la crise économique, juguler l'inflation, stabiliser la macroéconomie et atteindre la croissance économique la plus élevée et la plus durable depuis la fin de la guerre en 1975. Grâce à la libération de son économie, le Vietnam a aussi réussi à briser l'encerclement de l'embargo économique et s'est intégré dans l'économie mondiale. Pendant les quatre premières années, il n'a compté que sur ses propres ressources intellectuelles et matérielles. Aujourd'hui, ses principaux défis sont : édifier et perfectionner le régime de l'économie de marché, augmenter l'efficacité de l'appareil d'État et former les travailleurs aux conditions nouvelles. L'évolution de la politique de rénovation, ainsi que ses effets sur l'économie et la société vietnamiennes, sont à analyser dans le cadre d'une gestion nationale à orientation socialiste.

L'intervention politique dans l'économie de marché d'orientation socialiste au Vietnam

Nguyen Dang Thanh

Les succès et les carences du programme de rénovation actuellement en cours au Vietnam sont les résultats directs ou indirects du leadership politique du Parti et de l'État en matière économique. L'autorité politique dans une économie de marché d'orientation socialiste doit satisfaire à plusieurs exigences : protéger les intérêts de classe, respecter la loi naturelle du développement de l'économie, favoriser l'établissement de relations étroites entre responsables politiques et hommes d'affaires, assurer un contrôle strict des activités économiques, mobiliser toutes les énergies de la nation dans l'effort de modernisation, et enfin, combiner l'indispensable centralisation de l'autorité politique à une certaine démocratisation de l'appareil. C'est à ces conditions que l'ouverture et le développement du pays s'opéreront dans la stabilité.

Rénovation et développement au Vietnam pour une intégration dans la mondialisation

Tuong Lai

Les résultats obtenus au Vietnam après plus de dix années de rénovation, depuis 1986, sont à mettre au crédit d'une nouvelle motivation, responsable de l'accélération de la croissance. Cette motivation a été créée en se débarrassant des obstacles socioéconomiques contenus dans le mécanisme des subsides et de la planification centrale, enraciné dans les deux formes de propriété, collective et étatique, et dans le refus d'une économie de marché. En acceptant et en encourageant cette dernière, on a commencé à libérer des forces enfouies et à créer les conditions pour une ouverture sur l'extérieur et l'accès à des ressources nouvelles. Il s'agit aujourd'hui de confirmer cette tendance en vue de s'adapter à la mondialisation, tout en maintenant l'orientation socialiste de la gestion gouvernementale, afin d'éviter que le processus de différenciation sociale ne s'accélère.

Relations entre les aspects économiques et sociaux du développement au Vietnam

Bui Dinh Thanh

La caractéristique fondamentale de la relation entre politiques économiques et sociales est l'unité dialectique existant entre elles. Chaque politique économique vise un objectif social et, inversement, chaque politique sociale repose sur une base économique. Il existe cependant des pays où le développement de l'économie ne va pas de pair avec l'égalité sociale. Le Vietnam contemporain doit, quant à lui, surmonter les risques d'être à la traîne sur le plan économique, sans pour autant dévier des orientations socialistes. Ce n'est que sur base d'une société et d'une culture dynamiques, d'une conscience politique éveillée du peuple et d'un État stable et fort que nous pourrions contrôler les effets négatifs de l'économie.

Les conditions d'une économie de marché à orientation socialiste au Vietnam

Doan Duy Thanh

Il existe une apparente contradiction dans l'appellation «économie de marché à orientation socialiste» utilisée au Vietnam pour désigner le processus de rénovation commencé en 1986. Peu importe la proximité qu'il peut y avoir avec le capitalisme, la différence se marque. La plus importante réside dans le but, la manière et l'extension de l'intervention étatique. Pour assurer la stabilité et garantir le développement du pays, il est essentiel, dans un premier temps, de réaliser la socialisation des forces productives et ce, à travers un processus d'industrialisation et de modernisation, allant de l'agriculture à l'industrie. Ce dernier permettra de créer un marché intérieur fort et puissant, lié à l'économie mondiale. Dans un second temps, il faut se focaliser sur la construction d'une économie souveraine, condition indispensable au développement d'une économie de marché à orientation socialiste. Cette priorité ne pourra se réaliser que grâce à l'intervention d'un État fort, prouvant ainsi que les mécanismes du marché ne conduisent pas toujours au capitalisme.

Cuba dans le contexte de l'économie mondiale

Oswaldo Martínez

Au début de la décennie 1990, Cuba fut confrontée à la crise la plus aiguë de son histoire. Une série de mesures furent alors prises non seulement pour rétablir un équilibre économique, mais également pour relancer l'économie et l'insérer dans le contexte international, sans pour autant renoncer aux conquêtes sociales et aux orientations socialistes. Certains éléments de l'économie de marché ont été introduits, mais lentement et prudemment, en veillant à ne pas provoquer les effets négatifs connus ailleurs. Cela impliquait évidemment des changements structurels. La dimension de l'État fut réduite, mais sans toucher à son rôle de vecteur de l'économie et de la société. Le maintien du pouvoir politique révolutionnaire fut un élément prioritaire. Les mesures prises visent également à réduire les déficits de l'État, en diminuant celui des entreprises d'État, en acceptant sous conditions les investissements étrangers, en organisant la fiscalité, en établissant une double circulation monétaire et en ouvrant le pays au tourisme, le tout en préservant les acquis dans l'éducation, la santé, la sécurité sociale et la solidarité internationale et en évitant un chômage massif. L'embargo américain n'a pas réussi à asphyxier l'économie cubaine et une certaine cohésion sociale et politique a pu être maintenue, preuve qu'il est possible de se situer autrement dans le mécanisme de la mondialisation. Les défis de l'avenir sont nombreux : renouvellement des infrastructures, efficacité productive des entreprises, contrôle des nouvelles inégalités sociales, accès au financement international, etc., mais le plus dur de la *Période spéciale* est probablement passé.

La réforme économique de Cuba durant les années 1990

Angela Ferriol Muruaga

L'économie cubaine se trouve plongée dans un important processus de réformes structurelles. Elle a subi cette dernière décennie un double ajustement : d'une part, l'adaptation à une brusque contraction des revenus externes suite à la disparition du bloc socialiste européen et au renforcement de l'embargo nord-américain ; d'autre part, l'introduction de mécanismes du marché dans un système centralisé, la dépénalisation de la possession de dollars, etc. Si ces réformes ont débouché à partir du milieu des années 1990 sur un début de récupération économique, elles ont aussi eu des coûts sociaux, dans des proportions cependant nettement moindres qu'ailleurs en Amérique latine où ne prévaut pas le modèle d'équité toujours à l'oeuvre à Cuba.

L'espace social cubain et le secteur économique mixte et privé

Juana Elvira Suárez Conejero

À Cuba, la question de l'existence ou non de classes sociales différenciées dans l'île est réapparue avec l'apparition d'un secteur économique mixte et privé dans le courant des années 1990. Avant 1989, malgré les différences d'accès à un certain capital politique, l'égalitarisme économique était de rigueur. Aujourd'hui encore, après plusieurs années de réformes, l'accumulation de capital privé reste interdite aux Cubains résidant dans le pays. L'acquisition de capital symbolique a toutefois pris une importance fondamentale au sein de la population. Y a-t-il des différences entre les Cubains, et si oui, de quel ordre ? Comment l'ouverture économique aux investissements étrangers influe-t-elle sur la perception de ces différences par les habitants de l'île ?

Cuba, unique expérience non néolibérale en Amérique latine

José Angel Pérez García

Fin des années 1980, les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe □ y compris Cuba □ sont touchés par un marasme économique persistant. Les causes en sont connues : essoufflement du projet de substitution aux importations et crise de la dette dans la plupart des pays du sous-continent, circonstances économiques et géo-économiques particulièrement défavorables dans le cas de Cuba (erreurs de gestion de l'appareil économique national, effondrement des régimes socialistes partenaires, embargo nord-américain). Alors que les premiers remettent profondément en question le modèle de développement prévalant pour s'engager dans la voie des réformes néolibérales, Cuba décida de négocier le virage de la mondialisation de façon graduelle et contrôlée (ouverture partielle dirigée par l'État). Dix ans plus tard, l'analyse comparative des résultats des deux voies est sans équivoque. Le régime auquel ont été soumis les pays d'Amérique latine a entraîné une chute de leurs indicateurs sociaux, sans réelle amélioration de leurs performances économiques. Par contre Cuba, après une période difficile, a réussi le pari de s'ouvrir au marché mondial et de rétablir son taux de croissance, sans remise en question des acquis sociaux de la Révolution.

Les défis du développement à Cuba : réalités, mythes et concepts

Pedro Monreal González

Julio Carranza Valdés

La crise traversée aujourd'hui par Cuba met en débat les politiques économiques à suivre pour retrouver une croissance durable qui mène au développement. La croissance enregistrée durant la période 1975-1989 fut basée sur un modèle d'accumulation extensive, de faible efficacité et bénéficiant d'un important niveau de compensation externe. Porteur des germes de son propre épuisement, ce modèle devrait être remplacé par une croissance de type intensif. Les réformes amorcées dès 1990 n'ont toutefois pas amené l'économie cubaine à sortir du modèle extensif, et ce, dans un contexte de forte diminution des apports en ressources extérieures. La restructuration

économique du pays exige désormais de gagner en efficacité par un saut qualitatif significatif, de poursuivre la réinsertion de l'île dans les circuits internationaux des finances et du commerce, et d'articuler un nouveau modèle d'accumulation qui canalise l'investissement national et étranger vers les secteurs clés de l'économie, traditionnels et non traditionnels.